

La Libye : entre impératifs énergétiques et logiques politiques

par Mohamed Mokeddem,

étudiant à l'IPRIS

Introduction

Si l'on souhaite se pencher sur l'étude du secteur énergétique de la Libye, secteur d'activité créant le plus de richesse dans le pays¹, nous ne pouvons ignorer les récents changements d'orientation concernant la politique étrangère de la Libye menée par le Guide Suprême Mouammar Kadhafi et qui ont notamment une influence avérée sur les activités pétrolières et para-pétrolières. En effet, depuis une dizaine d'années maintenant, nous assistons à un retour de la Libye dans les affaires internationales se traduisant par plusieurs effets constatés au niveau local, dans le secteur des hydrocarbures entre autres. S'il est indéniable de dire que la levée de l'embargo en 1999 a été l'un des facteurs favorisant le retour de la Libye sur la scène internationale d'un point de vue économique, il n'en est pas pour autant inutile de préciser que c'est au travers des règlements des litiges du volet politique que la Libye de Mouammar Kadhafi a pu progressivement prendre la place qui est la sienne aujourd'hui. Il est donc intéressant de pouvoir s'attarder, et comprendre, les nouvelles positions que la Libye adopte en matière de politique étrangère et leurs incidences sur le marché du gaz naturel et du pétrole afin d'appréhender les données importantes du pays tant les informations disponibles manquent énormément. Cette étude se veut une approche rigoureuse et sérieuse du rôle que tient, dorénavant, la Libye dans les affaires du monde et des conséquences en politique intérieure. Mais, afin de saisir toutes les subtilités des conséquences de la politique étrangère sur les secteurs d'activités rémunérateurs au niveau local, il serait néanmoins nécessaire d'approfondir cette note avec d'autres axes de réflexion concernant notamment l'immigration qui reste un aspect déterminant de la structuration de la société libyenne actuelle. En ce qui concerne ce travail, nous nous attarderons donc, dans un premier temps, à mettre en avant les récentes évolutions géopolitiques de la Libye, puis, dans un second temps, nous tenterons de mettre en exergue l'organisation et l'état des lieux du secteur énergétique en Libye.

Evolutions politiques de la Libye

La politique étrangère libyenne, depuis l'accès au pouvoir des « Officiers Libres » par un coup d'État contre la monarchie d'Idriss el-Sanoussi en 1969, peut facilement être analysé selon deux périodes. La première correspond à un cycle d'une trentaine d'année où le Guide, Mouammar Kadhafi, entreprit d'avoir une politique qualifiable d'agressive envers les puissances occidentales et leurs alliés. Elle fit notamment la part belle au soutien à un certain nombre de groupe terroriste comme celui d'Abou Nidal et, en pleine Guerre Froide, à un rapprochement vers Moscou. Certains des évènements les plus importants de l'histoire contemporaine libyenne ont eu lieu pendant cette phase de constante confrontation entre le régime et certains pays occidentaux comme le Royaume-Uni ou les Etats-Unis d'Amérique. D'ailleurs certains de ces évènements font aujourd'hui écho dans la prise de décision au plus haut niveau de l'appareil étatique libyen. C'est le cas bien évidemment de l'affaire de Lockerbie ou celle des « infirmières bulgares ». Pendant trente ans donc, de 1969 à 1999, la Libye de Kadhafi va cumuler les déclarations hostiles envers l'Occident et particulièrement anti-

¹ En 2008, la Compagnie pétrolière nationale (National Oil Company - NOC) avait prédit des recettes pétrolières supplémentaires de l'ordre de 5,4 milliards d'USD.

américaines. Elle soutiendra des groupes terroristes et elle sera mise en cause dans plusieurs attentats contre les intérêts occidentaux comme celui du DC10 d'UTA au-dessus du désert du Ténéré en 1989 ou bien l'attentat à la bombe à Berlin, quelques années auparavant, dans la discothèque « La Belle » fréquentée régulièrement par des militaires américains en poste en Allemagne.

C'est au cours de l'année 1999 que le fléchissement de la politique étrangère libyenne commencera à se faire sentir. Selon toutes vraisemblances, les sanctions internationales intransigeantes qui ont fait suites au manque de volonté de Kadhafi de travailler avec la communauté internationale portent donc leurs fruits. La stratégie de sortie de crise qu'entreprend le Guide, débute progressivement par la suspension de l'embargo qui avait été imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU en 1992 puis renforcé en 1993. La raison pour laquelle l'embargo a été levé est l'accord passé entre les autorités libyennes et la communauté internationale de pouvoir juger les deux suspects libyens – liés aux plus hautes sphères de l'État - devant une cour d'un pays tiers neutre (en l'occurrence aux Pays-bas) dans l'affaire de l'attentat de Lockerbie. La Libye a donc été amenée à prendre la décision d'extrader ses deux ressortissants afin qu'ils soient jugés par un tribunal européen. Cette décision revient aussi à un nouvel élan donné par Kadhafi à sa politique africaine. En effet, c'est une résolution de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) en 1998 qui a aussi fait pression sur l'embargo aérien imposé par les Nations unies en Libye afin de voir les ressortissants libyens être jugés par un tribunal d'un pays neutre dans l'affaire. Si cette contrepartie n'était pas obtenue, alors les pays membres de l'OUA n'auraient-ils pas respecté l'embargo aérien². Ce rapprochement politique avec les pays africains et la nouvelle orientation politique moins panarabe mais beaucoup plus panafricaine est aussi une donnée qui marque une rupture avec l'ancienne diplomatie libyenne. Encore faut-il que la réalité économique soit à la hauteur des discours politiques concernant cette nouvelle orientation. Néanmoins, le règlement des différends que la Libye a cumulés pendant ces trente dernières années avec les puissances occidentales, va finalement servir de retour progressif à une normalité dans ses relations, d'abord commerciales grâce à la levée de l'embargo, puis diplomatiques. Tous ces litiges permettront donc à Kadhafi de disposer d'atouts non négligeables durant ce que l'on peut considérer comme étant la deuxième phase de la politique étrangère libyenne contemporaine et qui est elle, en cours actuellement.

Cette deuxième phase qui débute par un retour économique de la Libye dans le Commerce International avec la fin de l'embargo précise plusieurs points dont nous allons ici développer le contenu. Tout d'abord, il faut bien assimiler que dès la levée de l'embargo le volet économique a pu être rouvert. En effet, plus aucune barrière légale n'affecta potentiellement les relations économiques entre investisseurs étrangers et partenaires locaux. Cela vaut évidemment pour le secteur pétrolier où aujourd'hui cinq grandes majors étrangères se partagent la plupart des concessions avec la NOC, la compagnie publique. *Exxon, Shell, BP, Total, Gazprom* et *Chevron* entre autres sont dorénavant des partenaires avec lesquels les Libyens doivent et peuvent compter. Il est aussi important de rappeler qu'au cours de la période d'embargo, certaines firmes européennes, dont *Total*, n'ont jamais quitté le sol libyen mais ont profité des opportunités de créer des joint-ventures pour l'exportation exclusive du pétrole libyen. En revanche, les compagnies américaines étaient elles tenues de suivre l'embargo

² Olivier Pliez, *La Nouvelle Libye : sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l'embargo*, Paris, 2004.

dicté par le président Reagan en 1986 et par la Loi d'Amato³ (ou ILSA). Cette différence de traitement dans les affaires économiques libyennes est venue donner un avantage stratégique aux firmes européennes qui ont pu durant ces années améliorer leur connaissance du terrain. C'est donc surtout pour les investisseurs américains et britanniques actifs dans le domaine pétrolier et para-pétrolier que la levée de l'embargo des Nations unies a été bénéfique, ces derniers se montrant tout à fait disposés, à l'époque, à réengager des partenariats avec les Libyens. Après cet accord passé entre les autorités libyennes et la communauté internationale au vu du transfert des deux Libyens accusés dans l'attentat de Lockerbie⁴, nous assistons donc à un retour progressif à la normalité de la politique étrangère libyenne. Le contentieux entre la Libye et les Etats-Unis n'est cependant pas tout à fait réglé avec l'extradition des deux suspects libyens. En effet, lorsqu'en 2001, un seul suspect est reconnu coupable dans l'affaire de Lockerbie, il existe comme un goût d'inachevé et de frustration pour l'opinion publique occidentale et les familles des victimes. Toutefois, le renoncement de Kadhafi aux Armes de Destruction Massive en 2003, tout comme la création du Fonds d'Indemnisation que la Libye alimentera pour les familles des victimes à hauteur de 1 milliard d'USD⁵ participeront largement à la normalisation des relations bilatérales. La visite de la Secrétaire d'État américaine, Condoleeza Rice, à Tripoli en septembre 2008 viendra officialiser ce retour à la normal pour la diplomatie libyenne. Avec ce retour aux relations bilatérales saines, entre la Libye et les USA, ce sont d'autres différends politiques qui seront mis sur la balance de la politique étrangère libyenne. L'affaire des « infirmières Bulgares » est l'exemple même d'un autre atout dont disposait le Colonel Kadhafi afin d'obtenir certaines garanties économiques et politiques. La France, par la voix de l'ex-femme du Président, Cecilia Sarkozy, a œuvré pour la libération des infirmières et du médecin bulgares et a fait « le jeu » du Guide afin d'établir une coopération plus volontaire⁶ et surtout un rayonnement encore plus grand en Occident. Les pressions internationales et le versement d'indemnités de plusieurs millions de dollars aux familles des victimes du virus du SIDA permettront la libération des accusés en juillet 2007. Enfin, le dernier levier utilisé par Kadhafi en politique étrangère et qui vient confirmer son renouveau dans les Affaires internationales est le contentieux colonial entre l'Italie et la Libye. Les excuses du président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, en août 2008, au nom de l'Italie et le traité d'amitié signé alors, incluant des indemnités au titre de la colonisation italienne sous forme d'investissements sur les 25 prochaines années, ont été le point d'orgue de la rencontre entre les deux chefs d'États. Bien sûr il y eut le volet concernant la maîtrise de l'immigration, mais l'on soulignera surtout ce nouveau grand coup réalisé par Kadhafi à l'heure de son renouveau. Ce sont donc ces différents dossiers qui ont permis au Guide d'être de nouveau, au centre de l'actualité internationale, mais cette fois-ci du côté des puissances occidentales.

³ La Loi d'Amato ou ILSA (Iran and Libyan Sanctions Acts) prévoit des sanctions envers quiconque décide de procéder à des investissements dans ces pays dans le domaine pétrolier dépassant quarante millions de dollars, plafond réduit par la suite à vingt millions de dollars. Visant les compagnies non américaines, elle n'a jamais été appliquée aux entreprises européennes suite aux contestations de l'Europe.

⁴ Libération, 2 avril 1999 : « Lockerbie: transfert imminent aux Pays-Bas des deux Libyens. Le procès des deux suspects devrait enfin démarrer ».

⁵ Jeune Afrique, 10 septembre 2008 : « Pour solde de tout compte ».

⁶ Libération, 1 août 2007 : « Le fils Kadhafi révèle les dessous de la libération des infirmières bulgares ».

Etat des lieux du secteur énergétique de la Libye

En ce qui concerne le secteur économique, dans l'économie libyenne comme dans beaucoup d'autres pays présentant les mêmes caractéristiques d'une économie mono sectorielle, le pouvoir politique est, comme nous venons de le voir, intimement lié au pouvoir économique. Les décisions qui en découlent ont donc souvent pour principe une meilleure rentabilité des entreprises s'y développant et une meilleure visibilité du secteur énergétique à l'international. Or, pour pouvoir disposer d'une marge de manœuvre assez conséquente, il est nécessaire d'avoir à sa disposition d'importantes ressources en hydrocarbures. Ainsi, les rapports de force entre clients et fournisseur peuvent jouer largement en la faveur de la Jamahiriya libyenne puisque les ressources pétrolières disponibles, estimées à 41,5 milliards de barils en 2007, font de ce pays le pays africain disposant des plus grandes réserves. Le Nigeria talonne la Libye à hauteur de 36,2 milliards de barils tandis que l'Algérie, l'Angola et le Soudan disposent, à eux trois d'un peu plus de 25 milliards de barils⁷. En ce qui concerne les réserves de gaz, là aussi, la Libye peut se targuer d'être plutôt bien lotie avec des réserves estimées à quelque 1491 milliards de m³⁸. Ainsi, disposant d'une véritable opportunité économique, la Libye peut se permettre de voir ses ambitions pour les années à venir à la hausse. Alors que la capacité de production pétrolière était encore de l'ordre de 1,3 à 1,7 millions b/j (barils par jour) elle devrait, selon Choukri Ghanem haut responsable de la *National Oil Corporation* (NOC) et réputé libéral, être augmentée à hauteur de 3 millions b/j d'ici à 2012⁹ (alors qu'elle doit déjà atteindre dès cette année les 2 millions b/j). Pour ce qui est de la production gazière s'élevant aujourd'hui à près de 3,5 milliards cfpd (pieds cubes de gaz par jour) elle sera doublée à l'horizon 2013. Concernant la consommation nationale de pétrole, près de 400 000 b/j sont consommés chaque jour. Quelques années auparavant (en 2004), selon l'agence américaine EIA, la consommation d'énergie se répartissait de cette manière : 29% en gaz naturel et 71% en pétrole ce qui fait de la Libye un état beaucoup plus dépendant de son pétrole qu'il ne l'est pour son gaz naturel.

Pour ce qui concerne la structuration de l'industrie pétrolière libyenne, elle est dominée par l'entreprise publique *National Oil Corporation* et ses filiales qui réalisent près de la moitié des bénéfices dans ce secteur. Parmi ses filiales, le premier producteur est la *Waha Oil Company* (WOC) suivi de la *Arabian Gulf Oil Company* (Agoco) puis de la *Zueitina Oil Company* (ZOC) et enfin de la *Sirte Oil Company* (SOC). Aux filiales de la NOC viennent s'ajouter dans ce secteur plusieurs multinationales engagées dans l'exploration et dans la production de pétrole comme l'Espagnol REPSOL, l'Italien ENI ou encore le Français TOTAL. Mais les sociétés étrangères restent des partenaires incontournables au sein même des filiales de la NOC notamment grâce à leur savoir-faire et cela, même si la gestion en *joint-venture*, obligatoire dans l'économie libyenne pour les étrangers souhaitant investir dans un partenariat public ou privé, peut s'avérer parfois très difficile¹⁰. D'autre part, les appels d'offres publiques délivrant les champs d'exploration ont permis à une quarantaine d'entreprises du monde entier d'investir en Libye afin de maintenir et développer la perspective d'une production d'hydrocarbures à 3 millions b/j en 2012. Ce projet d'augmentation de la production que nous avons déjà

⁷ Oil and Gas Journal, Janvier 2007.

⁸ <http://www.planete-energies.com/contenu/petrole-gaz/societes-petrolieres/avenir-petrole-gaz.html>.

⁹ 13/01/2009 www.lesafriques.com.

¹⁰ Les *joint-venture* sont créées entre un partenaire étranger et le Fonds de Développement Economique et Social (FDES). Ce fonds investit pour près de 100 000 Libyens défavorisés et crée donc un « capitalisme populaire ».

abordé nécessitera des investissements estimés à 30 milliards d'USD. Or, toujours selon l'EIA, les entreprises étrangères qui remportent ces enchères publiques sont surtout choisies par rapport à la part de production qu'elles sont prêtes à offrir à la NOC. L'entreprise qui offrira la plus grosse part des recettes aura donc le plus de chance de remporter les enchères. À cela s'ajoute la totalité des coûts que doit supporter l'investisseur étranger (exploration et évaluation des concessions ainsi que la formation du personnel trop peu qualifié) pour une durée minimale de 5 ans pendant laquelle la NOC conserve la propriété exclusive des champs d'exploration¹¹. Ces conditions peuvent donc freiner largement les ardeurs des investisseurs potentiels même si, entre 2000 et 2007 le stock d'Investissement Direct Etranger (IDE) en Libye était estimé à 6 milliards d'USD¹² et que la législation en matière d'investissement s'assouplit progressivement¹³. Ces IDE et les investisseurs les plus présents en Libye viennent principalement des Emirats Arabes Unis (EAU), de Malte, de Grande-Bretagne, de Suisse, du Panama, de Chypre et d'Italie¹⁴. Les investissements des EAU en particulier prennent une part réellement significative dans toute l'économie libyenne depuis 2007 avec 10 milliards d'USD engagés pour des projets ou des investissements dans les domaines pétroliers mais aussi bancaires et immobiliers. LIWA ENERGY par exemple, entreprise émiratie, filiale de MUBADALA, est le partenaire de WOODSIDE PETROLEUM et OCCIDENTAL PETROLEUM dans 9 concessions¹⁵. La société QUATARI NATIONAL PETROLEUM et la libyenne AKAMPETROLEUM ont elles créée une *joint-venture* dans le domaine des services intégrés à la production de pétrole et de gaz. D'autres exemples peuvent venir détailler cette structuration du secteur des hydrocarbures en Libye mais ce qu'il est important de comprendre c'est que ces investisseurs étrangers ne peuvent, à l'avenir, que bénéficier d'une législation qui leur sera plus favorable puisque comme souligné en préambule, le chef de l'État a décidé de faire entrer la Libye dans l'économie mondialisée.

Cette transition que d'aucuns n'hésitent pas à fustiger et à la considérer comme hypocrite a commencé il y a déjà quelques années déjà, lorsque Kadhafi condamna les attentats du 11-septembre. Puis, en cinq ans, entre 2001 et 2006 une série d'évènements viennent abonder dans le sens d'un retour de la Libye dans les relations internationales. Ce sont d'abord la levée des sanctions de l'Organisation des Nations Unies (ONU) puis de l'Union Européenne (UE) en septembre 2003 qui ouvrent le bal à un retour sur le devant de la scène de la Libye couronné par son retrait de la liste des pays terroristes par les Etats-Unis d'Amérique (USA) en mai 2006. La résolution de l'affaire dite des « infirmières bulgares » résolue en juillet 2007 et la fin d'indemnisation des attentats aériens en 2008 ont permis à la Libye de pouvoir prétendre à de nouvelles relations avec l'UE. Les visites officielles du Guide en France et en Italie sont notamment des preuves du changement de la politique étrangère libyenne vers la communauté internationale. Et ces changements ont bien évidemment des conséquences sur l'économie libyenne. C'est ainsi que l'Allemagne a signé un accord de coopération via la visite du Ministre de l'Économie allemande, Karl-Theodor¹⁶, et que les USA ont conclu un accord de libre-échange (TIFA) avec la Libye. Plus récemment encore, c'est en Russie que le chef d'État libyen s'est rendu pour discuter

¹¹ <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Libya/Oil.html>.

¹² Les investissements directs étrangers en Libye – 15/02/2009 – ME en Libye.

¹³ http://www.financesmediterranee.com/pdf/pays/Liby_IDE_18_03_04.pdf.

¹⁴ Selon la Mission Économique en Libye se basant sur l'*Investment Libyan Board*.

¹⁵ Les investissements directs étrangers en Libye – 15/02/2009 – ME en Libye.

¹⁶ 10/05/09 (lesafriques.com).

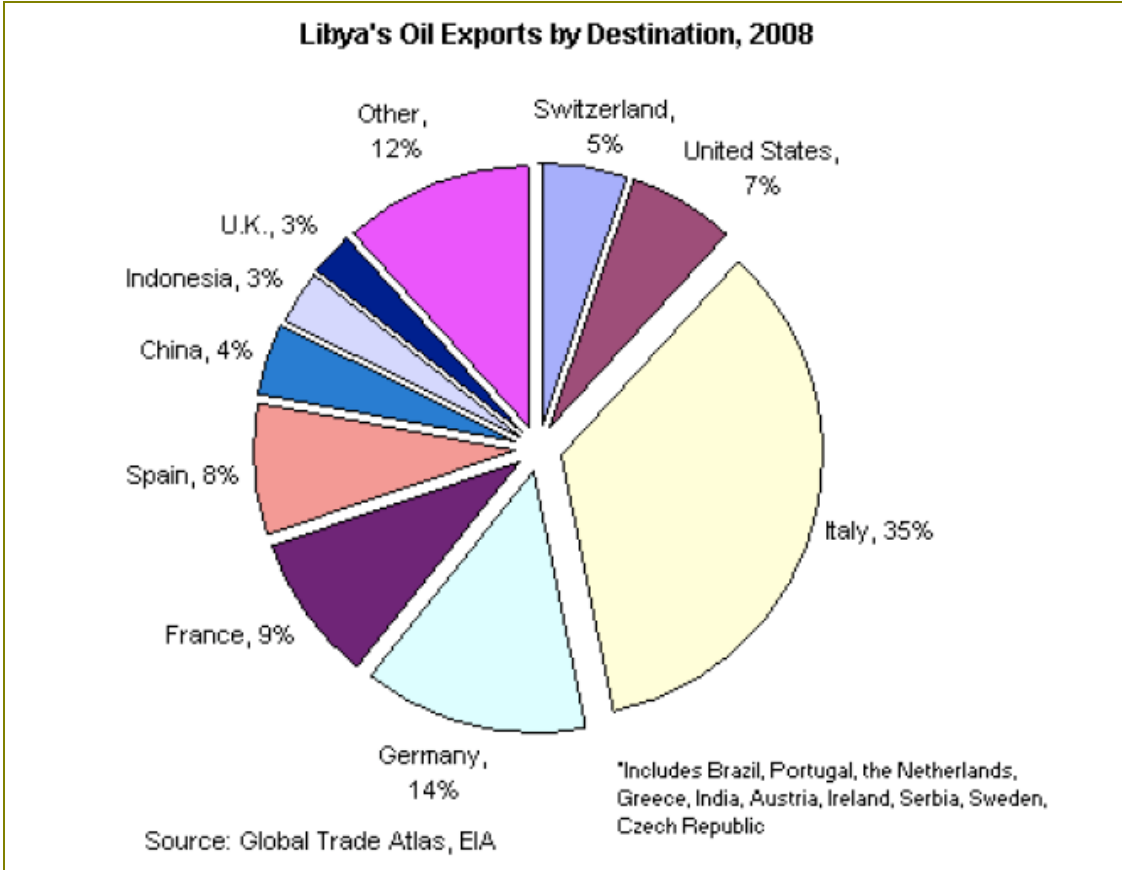
contrats d'armements et bien évidemment hydrocarbures¹⁷. Les multiples projets se dessinant dans le pays nécessitent donc évidemment des investissements étrangers.

Le plan 2008-2012 du gouvernement libyen alloue une enveloppe de plus de 8 milliards d'EUR au secteur énergétique. Grâce à ce plan, ce sont 13 nouvelles centrales électriques qui seront construites afin d'augmenter la production ainsi que la modernisation et l'extension du réseau électrique dans une perspective régionale avec des interconnexions frontalières entre la Libye, la Tunisie, l'Égypte d'une part et à plus long terme des interconnexions avec l'Algérie mais aussi l'Italie. Ces différents projets participent donc à une nouvelle vision qu'ont les partenaires de la Libye en matière de coopération internationale et l'importante manne financière dont disposent les Libyens pour faire fleurir leurs projets peut permettre à Choukri Ghanem d'envisager un investissement à hauteur de 10 à 12 milliards d'USD dans l'industrie pétrolière en 2009. C'est d'ailleurs toujours dans une logique de modernisation des infrastructures qu'en décembre 2008 le FDES et la GULF FINANCE HOUSE (GFH) situé à Bahreïn ont signé un accord historique¹⁸. D'un montant de 5 milliards d'USD, cet accord vise à la création d'une « Cité de l'énergie » à 80 kilomètres à l'ouest de Tripoli la capitale pour y abriter les industries de l'énergie, trois hôtels mais aussi une marina et un golf. L'influence des pays du Golfe se sent dans les projets à venir car si ces investisseurs y sont aussi présents c'est aussi parce qu'il existe une réelle admiration de la part des Libyens pour la réussite de ces micros États aux conditions socio-démographiques proche de la réalité libyenne. Néanmoins, même si l'habileté dont fait preuve Mouammar Kadhafi en matière de politique internationale a donc une influence directe sur l'économie nationale et ses secteurs prioritaires, il peut être intéressant d'observer comment la Libye peut profiter de ses clients même si ces derniers ne sont pas forcément les meilleurs amis du monde. C'est ainsi que l'accord conclu entre la Libye et l'Ukraine¹⁹ concernant la délocalisation de son agriculture en Europe contre du pétrole a de quoi faire grincer quelques dents du côté de Moscou qui avait accueilli en grande pompe le dirigeant libyen quelques mois auparavant.

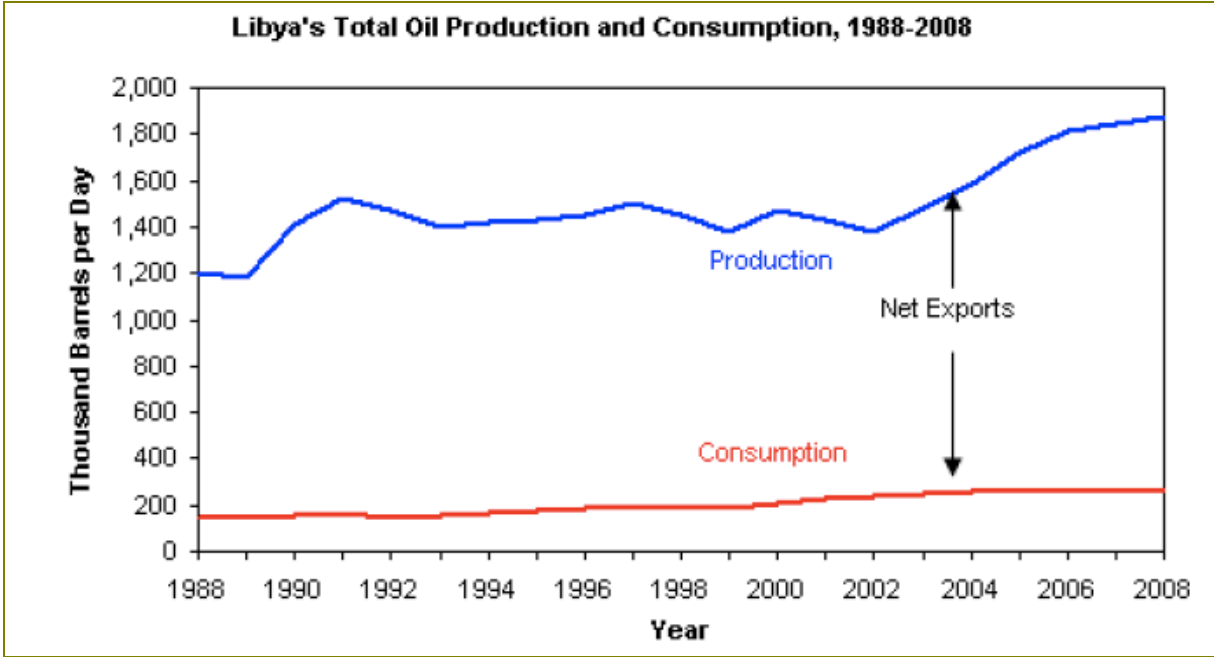
¹⁷ http://www.rfi.fr/actufr/articles/107/article_74241.asp

¹⁸ 09/05/09 (lesafriques.com)

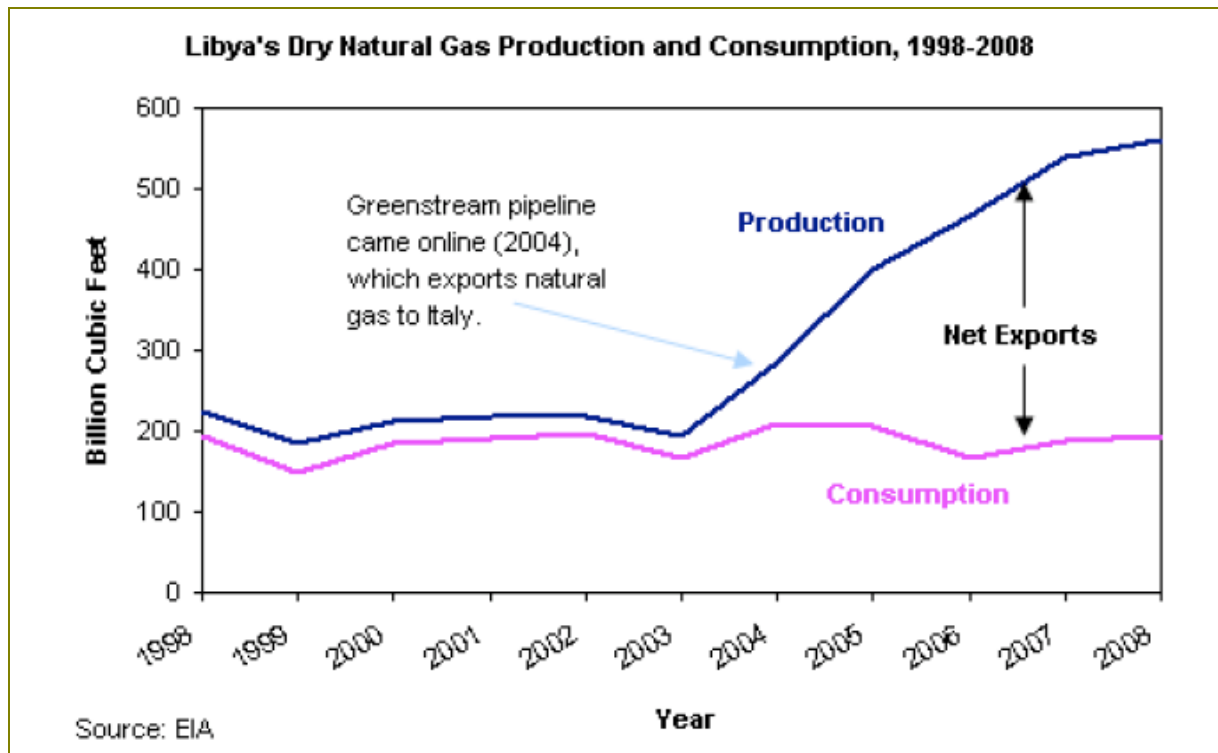
¹⁹ http://www.rfi.fr/player/telecharger.aspx?ancien=False&fichier=http://telechargement.rfi.fr.edgesuite.net/rfi/francais/audio/modules/actu/R113/MAT_cereales_ukraine_libye_01_06_09.mp3



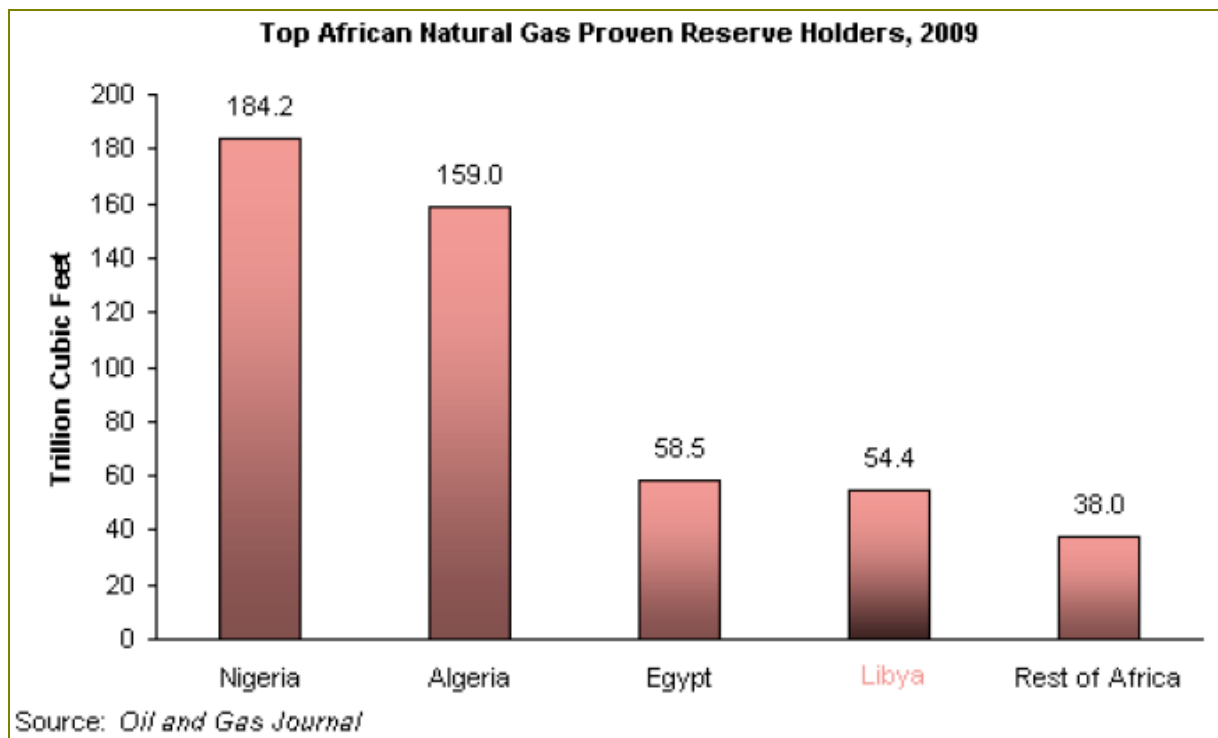
(Source : <http://www.eia.doe.gov/cabs/Libya/Full.html>)



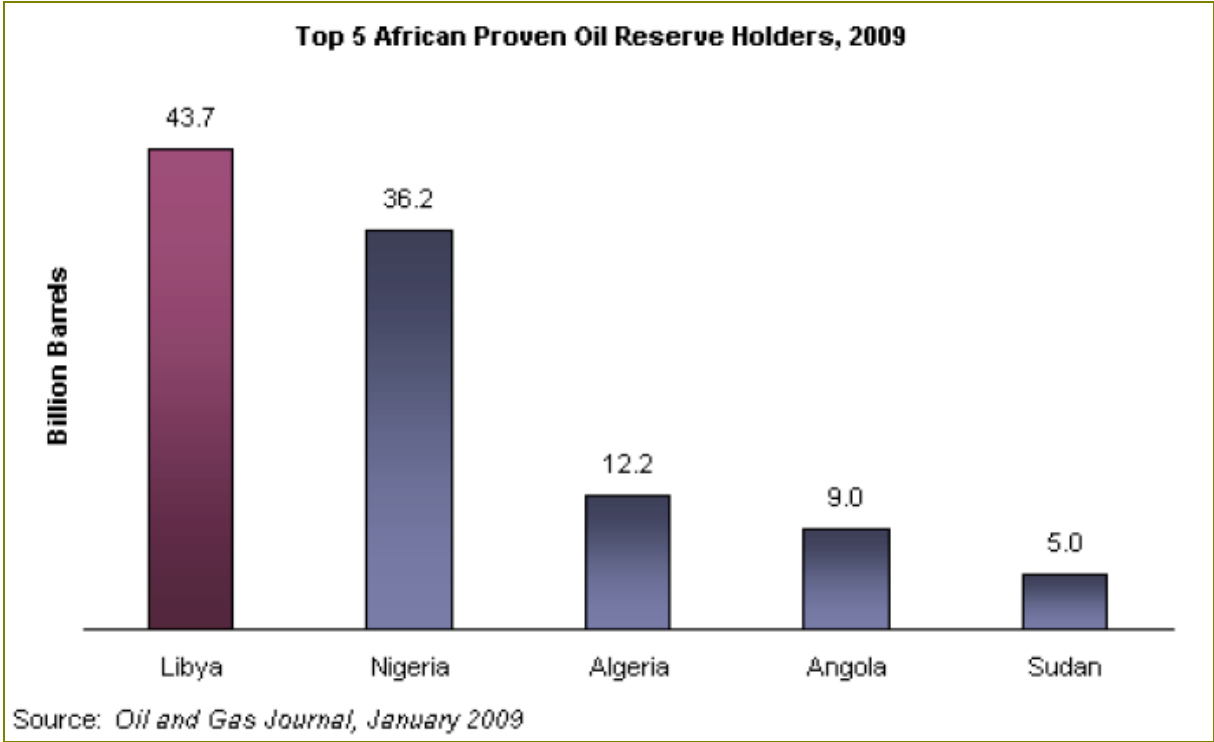
(Source : <http://www.eia.doe.gov/cabs/Libya/Full.html>)



(Source : <http://www.eia.doe.gov/cabs/Libya/Full.html>)

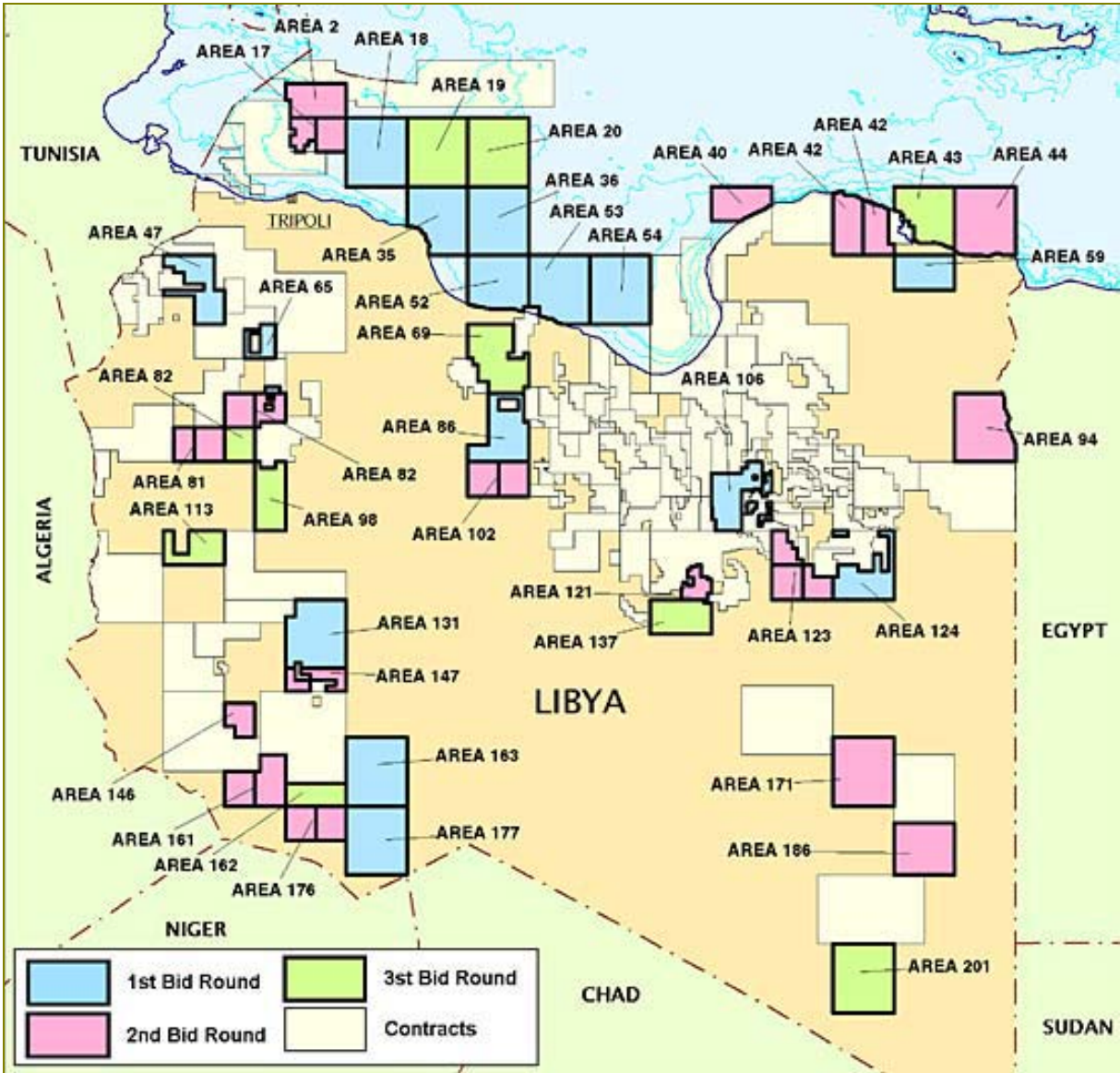


(Source : <http://www.eia.doe.gov/cabs/Libya/Full.html>)



(Source : <http://www.eia.doe.gov/cabs/Libya/Full.html>)

Concessions d'hydrocarbures en Libye



(Source :http://energy.ihs.com/NR/rdonlyres/8F96BF18-F589-41B5-AB69649613B2410B/0/LibyaLandEmergOpps_fig1.jpg)